

Guy Rocher
sociologue, Université de Montréal
(1993)

“ Repères pour une société en mutation ”

Une entrevue avec Guy Rocher, sociologue,
par Danielle Ouellet, communicatrice scientifique.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy Rocher, “ *Repères pour une société en mutation* ”. Une entrevue avec Guy Rocher, sociologue, par Danielle Ouellet, communicatrice scientifique. Un article publié dans la revue **FORCES**, no 100, hiver 1992-1993, pages 15 - 20.

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 15 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres.]

guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 26 mars 2004 à Chicoutimi, Québec.



[Table des photos](#)

Photo 1: Manifestation nationaliste des Québécois (sur la page d’ouverture de l’article.

Photo 2: Faire soi-même ses choix (“Making one’s own choices”)

Photo 3: Le marché public: lieu traditionnel d’échanges (“A public market : traditionnel site of exchange”)

Photo 4: Une étonnante capacité d’adaptation aux situations nouvelles (“An amazing capacity to adapt to new situations”)

Photo 5: Un vacuun des anciennes valeurs (“A void regarding old values”)

Photo 6: “Il ne suffisait plus au Québec d’être le dépositaire de son passé...” (“It was no longer enough for Quebec to be e repository of its past”)

Homme d’action et de réflexion, Guy Rocher a partagé sa vie entre la sociologie appliquée et le silence des bibliothèques universitaires. Passionné par les liens sociaux depuis son enfance, il a été de tous les grands changements de la société québécoise depuis quarante ans, que ce soit à titre d’acteur ou d’observateur attentif.

Après ses études en sociologie à l’Université Laval de Québec, Guy Rocher est recruté comme professeur par le père Georges- Henri Lévesque, l’âme de la faculté de sociologie de cette université. Il poursuit ensuite des études supérieures à l’Université Harvard, aux États-Unis, où il s’intéresse à la sociologie de la

religion et découvre l’univers de la pensée allemande et de la pensée britannique. Il revient à l’Université Laval où son engagement social est alors celui d’un universitaire qui s’emploie à créer au Québec une science sociale critique de la société.

Avec la Révolution tranquille, les institutions sont appelées à changer. Guy Rocher participe, pendant cinq ans, à la Commission Parent sur la réforme de l’enseignement. La réflexion déborde le cadre de l’éducation et les membres examinent en profondeur l’avenir du Québec.

Sa mission accomplie, il se retire à nouveau dans la solitude des

bibliothèques universitaires, en Californie d'abord, puis à l'Université de Montréal. Il n'en sortira qu'en 1977 pour accepter un poste au gouvernement à Québec. Il est

aujourd'hui professeur-chercheur au Centre de recherche en droit public de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

□ En 1976, vous proposiez aux lecteurs de Force ¹ une réflexion en quatre temps sur la situation du Québec, quatre énigmes concernant l'unité, la mentalité, l'originalité et la complexité de la société québécoise. Ces thèmes vous apparaissent-ils encore pertinents aujourd'hui?

■ Je n'ai pas les mêmes ambitions littéraires qu'un Paul Aster, ce remarquable romancier américain qui avouait récemment trouver minable l'œuvre qu'il venait tout juste de terminer, mais je crois que ce que j'ai écrit à cette époque est toujours d'actualité.

□ Vous posiez une première énigme en constatant que le Québec était devenu une société pluraliste qui cherchait son unité.

■ Jusqu'aux années 60, l'Église catholique était le noyau de l'unité, mais une unité artificielle, créée par les pouvoirs que l'Église s'était elle-même donnés au cours des soixante-quinze années précédentes. En plus d'avoir en commun les mêmes origines ethniques, la communauté canadienne-française partageait la même foi, les mêmes valeurs traditionnelles, surtout rurales, et un statut marginal en Amérique du Nord. Après l'éclatement de ce lien, nous avons constaté que nous vivions dans une société pluraliste. Cette diversité, qui s'est d'abord manifestée sur le plan religieux, est ensuite apparue pour un nombre croissant d'autres valeurs. La quête d'unité s'est d'abord exprimée par la réforme du système scolaire où l'on a unifié catholiques et protestants, anglophones et francophones, autour d'un même ministère de l'Éducation

□ Trouver une nouvelle forme d'unité dans le respect de la diversité et du pluralisme constituait alors, à votre avis, l'un des plus formidables défis pour le Québec. Où en est-on aujourd'hui?

■ Nous n'avons certainement pas trouvé l'unité de ce que l'on pourrait appeler le projet québécois. La majorité des francophones partagent un certain projet québécois dans un contexte nord-américain, même si tous ne s'enten-

¹ Guy Rocher, «La société québécoise: énigmes à résoudre», FORCES numéro 34-35, 1976, p. 56-63.

dent pas sur le degré d'autonomie à aller chercher. Par contre, les allophones en ont une vision très différente. Il s'agit d'une rupture très profonde et très inquiétante.

Qu'est-ce que ce clivage présage pour l'avenir?

■ Une division aussi importante entre les différentes communautés ethniques, notamment les autochtones, peut avoir des répercussions sur les options sociales. L'incompréhension mutuelle est de nature à susciter des tensions considérables allant jusqu'à nuire à la croissance économique. Une image positive du Québec devra passer par un consensus social plus large.

Comment pourra-t-on y arriver?

■ Nous vivons en ce moment une grande période d'hésitation qui peut se révéler très riche, mais nous ne savons pas encore de quoi. À court terme, je n'entrevois pas de solution. Je crois qu'il faut compter sur le temps, par exemple en ce qui concerne l'intégration progressive des nouveaux arrivants.

Cette intégration fut entreprise il y a plusieurs années, notamment avec la loi 101 qui incite les immigrants à fréquenter l'école française. Aurait-on échoué?

■ Nous n'avons pas échoué, bien au contraire. Sans cette loi, les tensions entre francophones et allophones seraient beaucoup plus grandes. Le virage se fait progressivement, et nous devons convaincre les immigrants de s'installer au Québec pour le Québec et non pas pour le Canada ou pour l'Amérique du Nord. À cet égard, on remarque quelques actions encourageantes de la part, notamment, du Conseil consultatif des communautés culturelles, qui favorise des rapports plus étroits entre les leaders des communautés culturelles et les leaders francophones. Il y a quelques années, ces contacts, ou cette absence de contacts, étaient laissés au gré de l'initiative privée. Aujourd'hui, ils sont entrés dans la sphère politique. Il s'agit là d'un changement important.

«Nous avons appris à accepter le caractère pluraliste de notre société.»

La perception que les Québécois ont des immigrants a-t-elle évolué?

■ Au moment où le terme «Québécois» a remplacé l'expression «Canadiens français», on parlait essentiellement des Québécois francophones. Aujourd'hui, il y a des Québécois qui portent des noms vietnamiens, italiens ou haïtiens, ou qui ont la peau noire. Le sens du mot «Québécois» s'est élargi

pour englober tous ceux qui vivent ensemble sur la terre québécoise. L'accueil n'est peut-être pas encore systématique et bien organisé, mais nous avons appris, au cours des deux dernières décennies, à accepter le caractère pluraliste de notre société.

L'unification devra-t-elle aussi se faire sur d'autres plans?

■ Nous aurons une unification à réaliser entre la métropole et les autres régions du Québec. L'immigration, concentrée surtout à Montréal actuellement, a créé une nouvelle dualité. Des villes comme Sherbrooke, en Estrie, qui se composaient autrefois d'une importante communauté anglophone, sont maintenant devenues presque exclusivement francophones. Nous avons vraiment deux Québec qui se ressemblent de moins en moins. Il existe d'une part un Québec hors de Montréal, qui est de plus en plus homogène, d'autre part Montréal, qui change rapidement dans sa diversité.

Quels sont, à cet égard, les meilleurs moyens à notre disposition?

■ J'accorde beaucoup d'importance au système scolaire. Son rôle dans l'intégration des jeunes est remarquable. Nous devons cependant demeurer vigilants pour éviter que les francophones deviennent minoritaires dans leurs propres écoles, comme cela se produit actuellement. L'anglais a en effet tendance à devenir la langue de communication dans la cour de récréation, au point que certains élèves se sont même lancés dans une campagne de valorisation de la langue française.

Les écoles s'adaptent-elles bien à ces changements?

■ Le système scolaire de langue française de la région de Montréal a réussi un virage important au cours des quinze dernières années. Il a montré une grande capacité d'adaptation à cette nouvelle diversité. Je tire mon chapeau à tous ces enseignants qui se sont adaptés aux classes d'accueil ou, encore plus difficile, qui ont intégré les nouveaux élèves dans les classes régulières. Le défi des prochaines années consistera à consolider toutes ces nouvelles attitudes.

La société québécoise a donc la capacité de réagir rapidement à des situations nouvelles?

■ Tout à fait! Dans le cas de l'implantation des cégeps, par exemple, le chemin parcouru en quelques années est remarquable. Nous avons ainsi créé

au Québec un corps professoral d'enseignement collégial unique. Nous avons aussi rapidement instauré un réseau d'universités régionales. D'ailleurs, la présence des cégeps et des constituantes universitaires dans les régions est extrêmement importante, car ce sont les moteurs du développement culturel et régional.

«Que nous prenions trois générations pour sortir de la mentalité pré-industrielle n'a rien d'étonnant.»

En 1976, vous remarquiez la prévalence d'une mentalité pré-industrielle dans une société industrielle. Il s'agissait de votre deuxième énigme.

La Révolution tranquille s'est «tranquillisée» trop rapidement! C'est ce que je disais à l'époque et je le pense encore aujourd'hui. Je croyais alors que nous étions en train de passer à la mentalité industrielle, mais je suis peut-être allé trop vite. Je me demande si la mentalité pré-industrielle ne perdure pas.

De quelle manière se manifeste-t-elle?

Je pense, par exemple, au décrochage scolaire. Les structures ont été considérablement modifiées et améliorées au cours des dernières décennies, mais dans les faits, on ne semble pas toujours croire qu'il est important d'aller plus loin. Je le constate aussi dans notre attitude face à la haute technologie. En théorie, nous savons que c'est dans ce domaine que se fait la concurrence économique mondiale, mais en pratique les élèves continuent de s'orienter vers les professions libérales, comme la médecine ou le droit. C'est ce que je considère comme un indice de mentalité pré-industrielle.

S'agit-il d'une évolution normale?

Je crois que oui. Au fond, le rythme d'évolution d'une mentalité n'est pas égal à celui des législations ou des structures. Les changements de mentalité sont plus lents. Ils s'échelonnent sur deux ou trois générations. On dit qu'il faut trois générations aux immigrants pour qu'ils s'intègrent à un pays. Que nous en prenions trois pour sortir de la mentalité pré-industrielle n'a rien d'étonnant. Il faut laisser agir le temps.

«Il existe une conscience nationale québécoise qui ne cesse d'aller de l'avant.»

Votre troisième énigme concernait une société industrialisée, celle du Québec, qui cherchait . son originalité. L'a-t-elle trouvée?

■ Nous avons réussi à la fois à cristalliser, à renforcer notre culture francophone, tout en étant de plus en plus influencés par la culture américaine. Les deux en même temps. Sans doute que notre américanisation croissante fait de nous un peuple de contradictions.

Quelles sont les principales portes d'entrée de cette américanisation?

■ Les médias non écrits surtout: disques, radio, télévision. La culture des jeunes est très américanisée, et pas seulement au Québec, mais partout dans le monde. Ici, ce mouvement fait partie de l'ouverture progressive des Québécois sur le monde qui s'est produite au cours du dernier quart de siècle. Avec l'élévation du niveau de vie, de plus en plus de Québécois vivent en Floride, par exemple, et beaucoup s'y installent à leur retraite.

Par contre, la culture proprement québécoise a également continué à se développer?

■ Oui. Sa littérature est de plus en plus affirmée, de plus en plus spécifique. Un nombre croissant d'écrivains Québécois font éditer leurs livres en France, ce qui permet d'y diffuser la culture québécoise. Nos biens culturels, notre littérature, notre théâtre surtout, atteignent l'Europe plus que les États-Unis.

Et la vie culturelle au Québec?

■ La qualité de la vie culturelle d'une ville comme Montréal s'est beaucoup accrue. C'est l'une des villes nord-américaines qui se caractérise par la quantité remarquable d'activités culturelles qui s'y déroulent, tant au théâtre que dans les musées ou en musique. Et ce phénomène est d'autant plus étonnant que l'apprentissage des arts a été gravement négligé par notre système d'enseignement, qui a laissé les nombreux talents artistiques québécois se développer hors de l'école.

La société québécoise a-t-elle trouvé l'originalité qu'elle cherchait en 1976?

■ Je crois que nous sommes toujours en danger d'américanisation, mais il existe une conscience nationale québécoise qui ne cesse d'aller de l'avant, de

se développer sur le plan politique, sur le plan culturel. L'importance que l'on continue d'accorder à la culture en tant que spécificité de la société distincte du Québec est un signe de santé.

«Nous sommes dans une période de transition cruciale[...] et nous devons faire appel à toutes nos forces.»

En 1976, le Québec vous apparaissait comme une société conservatrice qui s'était tournée vers l'avenir C'était votre quatrième énigme.

■ Après la conquête de la Nouvelle-France par l'Angleterre, la culture canadienne-française est restée très fortement tournée vers le passé. C'était une façon de conserver ses valeurs, de survivre sur le continent anglophone nord-américain. Dans les années 60, le Québec s'est alors brusquement tourné vers l'avenir, troquant très rapidement une vision résolument conservatrice contre l'innovation, l'invention et le développement de nouveaux modèles. Il ne suffisait plus au Québec d'être le dépositaire de son passé, il lui fallait devenir l'inspirateur de son avenir.

Le passage d'une attitude passéiste à une conception progressiste des choses s'est-il bien effectué?

■ Oui, et peut-être même trop rapidement. Je pense que nous assisterons bientôt à un retour vers l'histoire ou à un retour de l'histoire, je ne sais pas lequel des deux.

Les changements ont-ils été trop rapides?

■ Nous nous sommes un peu coupés de nos racines, et il nous faudra y revenir avant qu'il ne soit trop tard. D'ailleurs, un mouvement dans ce sens est déjà amorcé et les programmes scolaires mettent de nouveau l'accent sur l'enseignement de l'histoire. La résurgence des Amérindiens, surtout, nous impose un retour à l'histoire: nous avons cru qu'ils faisaient désormais partie de notre folklore, alors que la réalité est tout autre. S'ils sont peu nombreux, ils n'en sont pas moins dynamiques et très revendicateurs.

Devra-t-on alors redéfinir notre identité culturelle de manière à intégrer toutes les nationalités du Québec?

■ Je ne sais pas si nous allons intégrer les Amérindiens. Leur situation est très différente de celle des immigrants auxquels nous avons le droit de

demander de s'intégrer à notre société. Les Amérindiens ne demandent pas à être intégrés. Ils veulent être distincts, ils demandent leur autonomie au sein de notre propre autonomie. En tant que premiers occupants, ils ont des droits et des privilèges que nous devons respecter. Ce sont eux qui auraient pu nous intégrer. Nous devons donc revoir notre histoire et comprendre comment nous sommes arrivés à les oublier. Nous devons nous repenser en fonction d'eux et eux auront à se repenser en fonction de nous. Le dialogue qui s'est engagé sous forme de coups de bâtons et de cris devra se poursuivre, à mon avis, d'une manière plus verbale. Ce dialogue sera long.

La société québécoise est donc devenue plus complexe qu'elle ne l'était i/ y a deux décennies?

■ Sa complexité augmente constamment, en particulier avec les nouveaux problèmes posés par l'immigration, la crise autochtone la crise politique et la crise d'identité du Canada. Nous sommes dans une période de transition cruciale qui exige une attitude critique, et pour cela nous devons faire appel à toutes nos forces.

«Dans les années 60 et 70, les jeunes ont été des dérangeurs importants...»

Vous-même avez eu une attitude critique face à la société depuis votre jeunesse. Vous avez milité activement dans la J.E.C. (Jeunesse étudiante catholique). Comment percevez-vous l'action des jeunes aujourd'hui?

■ Je pense que les préoccupations spirituelles sont très présentes chez les jeunes du Québec. A l'époque de ma jeunesse, dans les années 40, la J.E.C. était à peu près le seul mouvement dans lequel on pouvait vraiment militer. Il nous proposait un regard nouveau sur la religion et la société. Nous sentions que nous pouvions faire quelque chose. Aujourd'hui, plusieurs options spirituelles s'offrent aux jeunes qui souhaitent participer à des activités, à des mouvements.

Avec la Révolution tranquille, n'y a-t-il pas eu un vacuum des anciennes idées?

■ Il est certain qu'en ce qui a trait à l'Église catholique, il y a eu un vide complet. Sur le plan sociologique, ce vide a été rapidement occupé par toutes sortes de nouveaux mouvements, les uns plus politiques, les autres plus orientés vers une réflexion spirituelle. L'environnement est aussi devenu un sujet de préoccupation. Puis, il y a eu le «flower power». Aux États-Unis, par

exemple, la guerre du Vietnam a été l'occasion du mûrissement de beaucoup de jeunes qui ont eu à prendre position. Il ont eu des choix très difficiles à faire, des choix que nous n'avons pas eus à faire au Québec.

Quels types de choix les Québécois ont-ils eus à faire?

■ Le choix, par exemple, de décider de recevoir une éducation religieuse ou pas. Auparavant, nous n'avions pas à faire ce choix. L'éducation religieuse nous était imposée. Aujourd'hui, on observe dans les familles que les parents laissent en général toute liberté à leurs enfants dans ce domaine. Très peu, parmi les jeunes que je rencontre, me disent: «mes parents m'ont imposé un choix religieux». Au contraire, ils ont plutôt tendance à se plaindre d'un manque d'information pour faire un choix éclairé. Nous sommes donc passés d'un cadre très formel à une absence quasi complète de cadre, du moins du point de vue religieux.

Cette situation oblige-t-elle les jeunes à réfléchir plus?

■ Ils parlent moins de ces questions que nous ne le faisons, mais j'ai pu observer dans mon entourage qu'elles sont aussi une plus grande source d'anxiété qu'elles ne l'étaient pour nous. Notre anxiété résidait dans le fait que nous pouvions souffrir du cadre et des exigences qui étaient posées. Mais nous savions à quoi réagir. Pour eux, l'anxiété provient de la fluidité d'avoir à choisir. Certains finissent par revenir aux cours de religion, qu'ils préfèrent aux cours de morale, pour en savoir plus sur les religions et pouvoir faire des choix plus tard.

À votre époque, vous dérangiez l'ordre établi. Les jeunes d'aujourd'hui ont-ils le choix de déranger l'ordre établi?

■ Pas autant qu'à ce moment-là. Dans les années 60 et 70, les jeunes ont vraiment été des dérangeurs importants. Ils ne le sont plus aujourd'hui, peut-être parce qu'ils vivent des situations économiques plus difficiles et qu'ils sont plus inquiets de leur avenir personnel. Il n'y a pas actuellement de mouvements qui rallient tous les jeunes.

«L'instabilité du couple peut être une source de richesses ou de difficultés tout autant que l'était la stabilité.»

Vous avez très tôt été fasciné par le couple. L'êtes-vous toujours?

■ J'ai grandi dans une perspective où le couple avait une assurance de stabilité, de permanence. Le changement est très grand. Aujourd'hui, presque

chaque couple accepte, intérieurement, que la relation n'est peut-être pas permanente. Cette instabilité peut être une source de richesse ou de difficultés, tout autant que l'était la stabilité.

□ Comment avez-vous perçu l'évolution des relations hommes- femmes?

■ La législation de ces rapports a franchi des pas importants, malgré un certain conservatisme encore très présent. La femme, par exemple, occupe encore deux emplois: son travail à l'extérieur et l'entretien de la maison. Elle assume l'ancien modèle en plus du nouveau. Même chez les jeunes couples, c'est elle qui a la responsabilité des enfants. Les juges trouvent toujours de bonnes raisons pour leur en accorder la garde. En pratique, c'est le vieux modèle qui prime.

La situation est flagrante dans le cas des noms que les parents donnent à leurs enfants. Le nouveau Code civil ouvre quatre possibilités: le nom du père, le nom de la mère, le nom du père suivi du nom de la mère et l'inverse. Or, la très grande majorité des jeunes couples ne donnent toujours que le nom du père. Plusieurs enfants qui portent les deux noms placent le nom de la mère en premier, là où il aura tendance à disparaître, ou bien ne portent les deux noms qu'officieusement, alors que seul le nom du père apparaît sur leur acte de naissance. Je cite souvent cet exemple pour montrer que les lois sont parfois en avance sur les mentalités. Cette loi a probablement été édictée sous la pression de groupes féministes d'avant-garde pas nécessairement représentatifs de la société.

□ Les relations hommes- femmes sont-elles plus difficiles qu'elles ne l'étaient?

■ Je le crois, parce que, pour beaucoup d'hommes, l'affirmation et les nouveaux pouvoirs des femmes n'ont pas été faciles à accepter. Ils ont probablement engendré plus de violence chez un certain nombre d'entre eux. Le féminisme n'a pas été facile à accepter pour les femmes non plus, car il variait du très modéré au radical. Il reste que c'est un domaine où le Québec a beaucoup avancé, et ce n'est pas terminé. Nous verrons de plus en plus de femmes occuper des postes de direction, des femmes chefs d'entreprises, cadres supérieurs... Ce sont les femmes qui ont été les grandes gagnantes de la réforme de l'enseignement: avant 1960, un très petit nombre avaient accès à l'enseignement supérieur, car seuls quelques collèges féminins menaient à l'université. Maintenant, on trouve plus de filles que de garçons à l'université et elles réussissent mieux.

«Nous n'avons pas encore réfléchi à la place qu'on pourrait accorder aux personnes âgées.»

□ Comment le vieillissement de la population modifie-t-il le visage de la société québécoise?

■ Il n'y a pas de véritables changements, car on n'a donné aucun rôle aux aînés, et c'est inquiétant. On marginalise complètement les personnes âgées, on les place dans des résidences, souvent dans la tristesse. On ne vieillit pas dans la joie au Québec. Les soins physiques sont de bonne qualité, mais les aspects humains et affectifs sont malheureusement négligés.

□ Les baby-boomers qui auront cinquante, soixante ans en l'an 2000 se donneront-ils une vieillesse plus intéressante?

■ Je leur souhaite bien. Il existe des modes d'intégration des personnes âgées que nous devrions considérer. Je pense que le système d'enseignement public doit assumer la responsabilité du développement culturel et intellectuel des personnes âgées. Nous avons étendu ce système au début de la vie, avec les maternelles, nous l'avons ouvert aux adultes du monde du travail, mais nous n'avons pas encore réfléchi à la place qu'on pourrait accorder aux personnes âgées. Pourquoi ne les ferions-nous pas participer à l'enseignement en leur demandant de raconter leur expérience de vie et leur pays aux enfants? Cela pourrait être leur premier cours d'histoire.

□ Les relations étroites qui existaient entre l'Église et l'État il y a vingt-cinq ans étaient très apparentes. Est-on allé à un autre extrême?

■ Je ne crois pas. Je dirais que c'est l'Église qui a un problème aujourd'hui. Les églises, l'Église catholique en particulier, connaissent des difficultés d'adaptation qui sont loin d'être réglées. La présence de l'Église catholique est beaucoup plus discrète, plus effacée. Je dirais que la mentalité québécoise reste une mentalité chrétienne encore susceptible de recevoir un enseignement chrétien. Bien sûr, cela ne se mesure pas à la pratique religieuse. Certains évêques, certains prêtres Québécois sont des hommes remarquables: ils se sont rapprochés de la vie quotidienne des gens. l'Église s'est détachée du syndicalisme, et des prêtres se sont tournés vers des problèmes plus concrets, plus humains.

□ Avez-vous atteint le but personnel que vous vous étiez fixé au début de votre carrière, celui de créer un milieu universitaire québécois dynamique en sociologie?

■ Le milieu universitaire a beaucoup changé. Suffisamment à mon goût? On en voudrait toujours plus, mais si je compare la situation d'aujourd'hui à celle qui prévalait lorsque j'étais jeune professeur, il y a quarante ans, c'est le jour et la nuit. C'est un autre monde, un autre club. Nos universités doivent encore devenir de grandes universités, avec des investissements beaucoup plus importants dans la recherche, et peut-être un corps professoral plus dynamique, plus aventureux, plus ouvert sur le monde. Il reste que le changement a été très rapide, c'est incroyable. Voir cela dans sa vie, c'est extraordinaire.

Fin du texte